

Duplication

183773

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE CAEN

R E C E P I S S E D E D E P O T

PLACE GAMBETTA - BP 050
14067 CAEN CEDEX
TEL : 02.31.25.40.00
TELECOPIE : 02.31.73.15.15

SOREC

38 QUAI VENDEUVRE
BP 3120
14072 CAEN CEDEX

V/REF :

N/REF : 2000 D 101 / A-3026

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE CAEN CERTIFIE
QU'IL EST A ETE DEPOSE A LA DATE DU 01/10/2000, SOUS LE NUMERO A-3026,

ACTE A.B.P. EN DATE DU 18/11/2000
STATUTS MIS A JOUR

CESSION DE PARTS

... CONCERNANT LA SOCIETE
8 POOL
SOCIETE CIVILE
1, RUE DU CLOS NEUF
MONTS EN BESSIN
14010 VILLERS BOGAGE

R.C.S CAEN 461 888 917 (2000 D 101)

LE GREFFIER



CESSION DE PARTS SOCIALES

DÉPÔT DU :
01 DEC. 2000
GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE CAEN

Entre les soussignés :

♦ Madame LAMARE Maryline Christiane Françoise
née le 18 janvier 1972 à CAEN (Calvados)
demeurant à MONTS EN BESSIN (Calvados) 4 rue du Clos Neuf
Epouse de Monsieur LEGRAS Dominique Eugène Denis
mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Jean DESHAYES , Notaire associé le 17 avril 1996, préalable à son union célébrée à la Mairie de MISSY (Calvados) , le 10 août 1996.
Ledit régime non modifié,
De nationalité Française

ci-après dénommé "Le cédant "

d'une part,

Et :

♦ Monsieur LEGRAS Dominique Eugène Denis
né le 10 août 1969 à CAEN (Calvados)
demeurant à MONTS EN BESSIN (Calvados) 4 rue du Clos Neuf
Epoux de Madame LAMARE Maryline Christiane Françoise
marié sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Jean DESHAYES , Notaire associé le 17 avril 1996, préalable à son union célébrée à la Mairie de MISSY (Calvados) , le 10 août 1996.
Ledit régime non modifié,
De nationalité Française

ci-après dénommé "Le cessionnaire "

d'autre part,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIVIT:

L.D. d.L

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE DE CAEN OUEST LE 20 NOV. 2000	
F° 25	BORD 652 / 17
REQU { - DI DE TIMBRE 320 F	
{ - DI D'ENREG. 6380 F	
Signature:	Mme C. DETRAUX Contrôleur des Impôts

Suivant acte reçu par Maître Jean DESHAYES notaire associé de la SCP " Jean et Michel DESHAYES notaires associés" titulaire d'un Office Notarial à CAEN (Calvados) 8, rue Guillaume Le Conquérant, le 2 juin 2000, enregistré à CAEN le 14 juin 2000 n° 328/14, Monsieur Dominique LEGRAS et Madame Maryline LAMARE, son épouse, ont constitué une société civile ayant pour objet :

- ◆ la prise de participation dans toutes sociétés en France et à l'Etranger, la prestation de services administratifs comptables et financiers aux sociétés filiales,
- ◆ Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement , pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la Société.

La dénomination de cette société civile est " 8 POOL ".

Le siège social a été fixé à MONTS EN BESSIN (Calvados) 4 rue du Clos Neuf.

Le capital social est fixé à la somme de 122 000 euros (CENT VINGT DEUX MILLE EUROS).

Il est divisé en MILLE DEUX CENT VINGT PARTS (1220) d'intérêts de CENT (100) euros chacune , numérotées de 1 à 1220, attribuées aux associés en proportion de leurs apports:

- ◆ Monsieur Dominique LEGRAS: 305 parts numérotées de 1 à 305,
- ◆ Madame Maryline LEGRAS : 915 parts numérotées de 306 à 1220.

Il a été apporté à la société:

- ◆ Par Monsieur Dominique LEGRAS une somme en espèces de..... 30 500.00 euros
- ◆ Par Madame Maryline LEGRAS,
 - la toute propriété de 666 actions de la société G.G.L. , société anonyme au capital de 500 000 francs , ayant son siège à CAEN (Calvados), 24 rue du 11 Novembre immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le n° 344 906 078, évaluées à la somme de 599 400 F , soit..... 91 377.94 euros
 - une somme en espèces de..... 122.06 euros

Total correspondant au montant du capital social de la Société Civile
8 POOL:

122 000.00 euros

Sous l'article 10 des statuts , il a été stipulé que les cessions de parts entre ascendants et descendants et entre associés ainsi qu'au conjoint d'associé interviennent librement au regard des règles d'application du droit des sociétés.

Sous l'article 11 des statuts, il a été stipulé que les cessions de parts doivent être constatées par acte authentique ou sous seings privés.

Elles ne sont opposables à la société qu'autant qu'elles lui auront été signifiées par acte extrajudiciaire ou qu'elles auront été acceptées par elle dans un acte authentique.

Elles ne sont opposables aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication conformément aux dispositions réglementaires.

Monsieur Dominique LEGRAS et Madame Maryline LEGRAS ont été nommés co-gérants de la société sans limitation de durée.

Enfin, les associés ont opté pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés.

L.D. J.L.

Cette société a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN sous le numéro 431 996 917.

I - CESSION DE PARTS

Par les présentes :

Madame Maryline LEGRAS, soussignée de première part, cède et transporte sous les garanties ordinaires de droit ou de fait, **DEUX CENT VINGT DEUX (222)** parts numérotées de 306 à 527 lui appartenant dans la société civile 8 POOL à Monsieur Dominique LEGRAS soussigné de seconde part, qui accepte.

Par les présentes, le cessionnaire devient propriétaire des parts cédées à compter de ce jour avec tous les droits et obligations qui y sont attachés.

A cet effet, le cédant subroge le cessionnaire dans tous ses droits et actions résultant de la propriété des deux cent vingt deux parts cédées.

Le cessionnaire recevra seul la fraction des bénéfices en cours attachés à ces parts.

Il est ici déclaré qu'il n'a été délivré aucun titre des parts cédées : leur propriété résultant uniquement des actes sus-énoncés.

Le cessionnaire se conformera strictement aux clauses et conditions des statuts qu'ils déclarent parfaitement connaître.

PRIX DE LA CESSION – MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de **SIX CENT CINQUANTE CINQ (655)** francs la part, soit un montant total de **CENT QUARANTE CINQ MILLE QUATRE CENT DIX (145 410)** francs .

La dite somme sera payable, sans intérêts, en **SOIXANTE (60)** mensualités constantes de **DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT TROIS FRANCS CINQUANTE CENTIMES (2 423 F 50)** payables d'avance le premier de chaque mois, la première échéance étant fixée au 1^{ier} décembre 2000.

II - DECLARATIONS GENERALES

1 Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- ◆ qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre de la loi du 13 juillet 1967 ou de celle du 25 janvier 1985, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;
- ◆ et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

L.D. 

2 Le soussigné de première part déclare :

- ◆ qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- ◆ que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement ;
- ◆ et que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

III- DISPOSITIONS DIVERSES

FORMALITES

Enregistrement

La présente cession est soumise au droit d'enregistrement de 4.80% sur le prix de cession, soit 6 980 francs.

Dépôt au Greffe

La gérance de la société se voit confier tous les pouvoirs en vue de remplir les formalités de dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce de CAEN.

MODIFICATION DES STATUTS

A la suite de la présente cession, l'article 7 des statuts est complété de la façon suivante:

" A la suite d'une cession de parts intervenue par acte sous seings privés le 16 novembre 2000, le capital de la société est réparti entre les associés de la façon suivante:

- Monsieur Dominique LEGRAS: 527 parts numérotées de 1 à 527	527 parts
- Madame Maryline LEGRAS: 693 parts numérotées de 528 à 1220.....	<u>693 parts</u>
Total.....	1 220 parts"

FRAIS

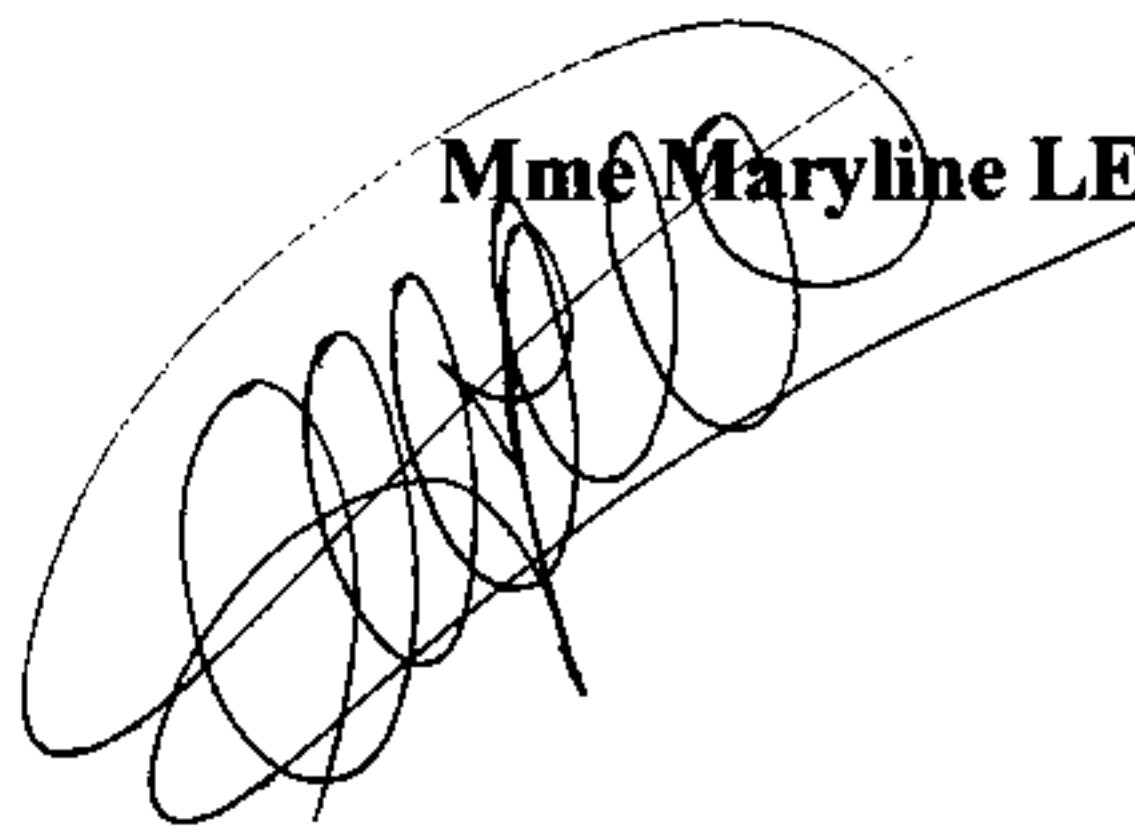
Les frais et droits d'enregistrement de la présente, et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige.

Fait à MONTS EN BESSIN
Le 16 novembre 2000
en QUATRE exemplaires

M. Dominique LEGRAS



Mme Maryline LEGRAS



8 POOL

Société civile au capital de 122 000 euros

Siège social: 14310-MONTS EN BESSIN

4 , rue du Clos Neuf

RCS CAEN 431 996 917

DÉPÔT DU :

01 DEC. 2000

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
DE CAEN

STATUTS

Mis à jour au 16 novembre 2000



- 1 -

MM4

ENREGISTRÉ A CAEN
RECEPTE DIVISIONNAIRE

Lr.....14 JUIN 2000.....

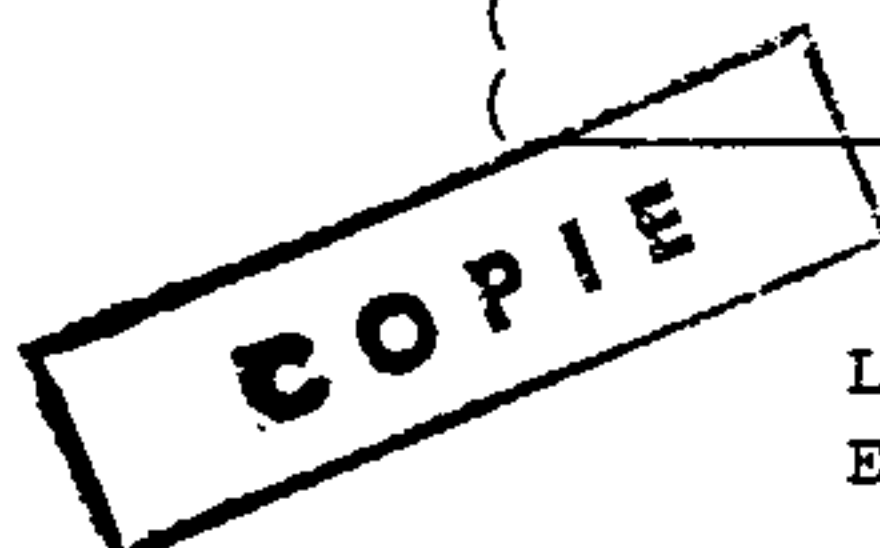
Eord.:...328...N° 4.....

Gratis :.....

Mme LANDAIS M.N.
Contrôle des impôts

S T A T U T S
SOCIETE CIVILE 8 POOL
Du 2 juin 2000

YB621 YD/CM



L'AN DEUX MIL
Et le deux juin

Maître Jean DESHAYES notaire associé de la SCP "Jean et Michel DESHAYES notaires associés" titulaire d'un Office Notarial à la Résidence de CAEN (CALVADOS) 8, rue Guillaume le Conquérant,

A RECU, à la requête des parties ci-après identifiées le présent acte contenant :

STATUTS d'une société civile

"ASSOCIES"

1ent :

Madame LAMARE Maryline Christiane Françoise, serveuse, épouse de Monsieur LEGRAS Dominique Eugène Denis, avec lequel elle demeure à MONTS EN BESSIN (Calvados) 4 rue du Clos Neuf.

Née à CAEN (Calvados) le 18 janvier 1972.

Mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Jean DESHAYES, Notaire associé soussigné, le 17 avril 1996 préalable à son union célébrée à la Mairie de MISSY (Calvados) le 10 août 1996 .

Ledit régime non modifié.
De nationalité française,
Ici présente.

2ent :

Monsieur LEGRAS Dominique Eugène Denis, serveur, demeurant à MONTS EN BESSIN (Calvados) 4 rue du Clos Neuf.

Né à CAEN (Calvados) le 10 août 1969

Epoux de Madame LAMARE Maryline christiane Françoise,

Marié sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Jean DESHAYES, Notaire associé soussigné, le 17 avril 1996, préalable à son union célébrée à la Mairie de MISSY (Calvados) le 10 août 1996 .

7. L. L. V. /
cc ch

Ledit régime non modifié.
De nationalité française,
Ici présent.

LESQUELS sont convenus de constituer la société dont ils
vont établir les statuts et nommer le premier gérant.

PREMIERE PARTIE

STATUTS

TITRE I -

(
(CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE)
(

Article 1er. - FORME

Il est formé par les présentes, entre les propriétaires
des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être
ultérieurement une société civile particulière régie par les
dispositions du titre IX du livre troisième du Code civil et par les
présents statuts.

Article 2. - OBJET

La Société a pour objet :

- La prise de participation dans toutes sociétés en France
et à l'Etranger, la prestation de services administratifs comptables
et financiers aux sociétés filiales,
- Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher
directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en
favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le
caractère civil de la Société.

Article 3. - DENOMINATION

La société est dénommée : "8 POOL"

La dénomination sociale doit figurer sur tous actes et
documents émanant de la société et destinés aux tiers. Elle doit
être précédée ou suivie de manière lisible des mots "société civile"
suivis de l'indication du capital social. En outre, elle doit
indiquer en tête de ses factures, notes de commande, tarifs et
documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et
récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom,
le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée à titre

M. L. L. D.
CL

principal au Registre du Commerce et des Sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

Article 4. - SIEGE

Le siège social est fixé à MONTS EN BESSIN (Calvados) 4 rue du Clos Neuf.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du département sur simple décision de la gérance, et partout ailleurs par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés.

Article 5. - DUREE

1) La durée de la société est de QUATRE VINGT DIX NEUF (99) ANNEES à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Auparavant, les relations entre Associés sont régies comme il est précisé à l'article 24, alinéa 2, ci-après.

2) Par décision collective extraordinaire des associés, la société peut être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder 99 ans.

Un an au moins avant la date normale d'expiration de la société, la gérance doit provoquer une décision collective extraordinaire des associés, à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la décision prévue ci-dessus.

3) La dissolution de la société intervient de plein droit à l'expiration de sa durée ou, avant cette date, par décision collective extraordinaire des associés, ou encore pour toutes autres causes prévues par la loi et notamment celles ci-après évoquées aux présents statuts.

La société n'est pas dissoute par le décès, la déconfiture, la faillite personnelle, la liquidation des biens, le redressement judiciaire d'un associé, ni par la cessation des fonctions d'un gérant.

En cas de décès, il est fait application des dispositions de l'article 12.2 ci-après. Dans les cas de déconfiture, faillite personnelle, liquidation des biens, redressement judiciaire, l'associé se retire d'office de la société et il fait application des dispositions de l'article 12.1, à l'exception de celles se rapportant au délai de préavis, à moins que les autres associés, unanimes, ne décident la dissolution anticipée.

J.L. L.J.
e. Oe

TITRE II -

(
(APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES)
(

Article 6. - APPORTS - SOUSCRIPTION DES PARTS

Les associés sus-nommés font, à la présente société, les apports suivants :

a) Apports en nature :

Madame Maryline LEGRAS apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit 666 actions de la Société G.G.L., Société Anonyme au capital de 500.000 F, entièrement libérées, dont le siège social est à CAEN 24 rue du Onze Novembre, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN sous le n° 344 906 078 évaluées à la somme de 599.400 F, soit 91.377,94 EUROS.

Montant des apports en nature 91.377,94 EUROS

Ces parts ont été données à Madame LEGRAS, en toute propriété, par Monsieur et Madame Christian LAMARE suivant acte reçu par le notaire associé soussigné, ce jour.

b) Apports en numéraires :

- Madame Maryline LEGRAS apporte à la Société, une somme en espèces de 800,66 Frs
soit 122,06 EUROS

- Monsieur Dominique LEGRAS apporte à la Société, une somme en espèces de
200.066,88 Frs, soit 30.500,00 EUROS

SOIT ENSEMBLE : UN TOTAL DE 800.267,64 F,
soit 122.000,00 EUROS .

Cette somme de 30.622,06 EUROS sera déposée, au plus tard le 16 JUIN 2000, au CREDIT DU NORD - Agence de CAEN en un compte ouvert au nom de la Société en formation.

Article 7. - CAPITAL

Le capital social est de 122.000 EUROS (CENT VINGT-DEUX MILLE EUROS)

Il est divisé en mille deux cent vingts (1.220) parts d'intérêts de 100 Euros chacune, numérotées de 1 à 1.220.

M.L. L.J.
et CL

Les parts composant le capital initial sont souscrites de la manière suivante :

- Les 305 parts, numéros 1 à 305 , par Monsieur LEGRAS, ci	305 parts
- Les 915 parts, numéros 305 à 1220, par Madame LEGRAS, ci	915 parts

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital initial, soit 1.220 parts

Ces parts ont été entièrement libérées par versement des fonds dans la caisse sociale à due concurrence des apports en numéraires réalisés.

A la suite d'une cession de parts intervenue par acte sous seings privés le 16 novembre 2000, le capital de la société est réparti entre les associés de la façon suivante:

- Monsieur Dominique LEGRAS: 527 parts numérotées de 1 à 527	527 parts
- Madame Maryline LEGRAS: 693 parts numérotées de 528 à 1220.....	693 parts
	Total....1 220 parts

Article 8. - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit, amorti selon décision collective extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital par création de parts sociales de numéraire, les associés organisent s'ils le jugent opportun, toutes modalités de souscription, avec ou sans droit préférentiel, à titre irréductible et réductible.

La réduction du capital social par voie de rachat de parts sociales est possible sous réserve que l'offre s'adresse à tous les associés et prévoie une répartition proportionnelle équitable des parts dont l'achat a été sollicité par des associés ; le tout à défaut d'autre décision des associés.

Article 9. - PARTS SOCIALES - DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

1) Chaque part sociale donne droit dans la propriété de l'actif social à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes. Elle ouvre droit à répartition des bénéfices et du boni de liquidation ou obligation à la contribution aux pertes dans les conditions précisées aux articles 22 et 23 ci-après.

2) A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation de paiements. L'associé qui n'aurait apporté que son industrie serait tenu comme celui dont la participation dans le capital social est la plus faible.

Cependant, les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir vainement poursuivi la société, conformément aux prescriptions légales et réglementaires applicables en la matière.

3) Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résulte seulement des

Handwritten signatures and initials:
J.L. L.V.
 P.L.

présentes, des actes qui pourraient modifier les présents statuts et des cessions ou mutations qui seraient ultérieurement et régulièrement consenties, constatées et publiées.

Une copie, certifiée conforme par la gérance, de ces actes sera délivrée à tout associé qui en fera la demande, aux frais de la société.

Article 10. - PARTS SOCIALES - CESSIONS - AGREMENT

1) Les cessions de parts sociales entre ascendants et descendants et entre Associés, ainsi qu'aux conjoints d'Associés interviennent librement au regard des règles d'application de droit des Sociétés.

Toutes autres cessions n'interviennent qu'avec l'agrément unanime des gérants.

2) Le projet de cession est notifié à la Société avec demande d'agrément.

La gérance notifie sa décision sur l'agrément dans le délai de trente jours de la notification du projet à la Société.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément est notifiée par la gérance au cédant. La décision de refus d'agrément est notifiée dans les quinze jours à chacun des autres Associés.

3) En cas d'agrément, la cession doit être régularisée. Faute de l'être dans un délai de deux mois, elle doit être soumise à nouveau à autorisation dans les conditions ci-dessus.

4) En cas de refus d'agrément, chacun des co-associés du cédant dispose d'une faculté de rachat à proportion du nombre de parts qu'il détenait au jour de la notification du projet de cession à la Société.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de trois mois à compter de la notification prévue au premier alinéa du 2) ci-dessus, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres Associés n'aient décidé, dans le même délai, la dissolution de la Société. La dissolution sera cependant rendue caduque si le cédant notifie à la Société dans le mois de la décision, sa renonciation au projet de cession.

La demande émanant de chacun des Associés, contenant indication du nombre de parts dont le rachat est proposé et du prix qui en est offert, est notifiée à la Société et à chacun des co-associés, y compris le cédant, dans un délai de trente jours à compter de la notification au demandeur de la décision de refus d'agrément.

La gérance opère la répartition à l'issue des délais visés à l'alinéa qui précède. Les attributions ont lieu ainsi qu'il est dit ci-dessus, mais le cas échéant, dans la limite des demandes. Le reliquat non attribué est réparti entre les Associés dont les demandes ne sont pas satisfaites, toujours à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including "J.L.", "L.D.", and "Ce".

Si les demandes reçues ne portent pas sur la totalité des parts sociales dont le projet de cession n'a pas été agréé, la Société peut proposer la candidature d'un tiers acquéreur, lequel doit être agréé dans les conditions prévues en 1) ci-dessus, mais elle peut également, avec le même accord, offrir de racheter elle-même les parts ; dans ce dernier cas, celles-ci sont annulées et le capital est réduit du montant de la valeur nominale des parts rachetées.

La gérance notifie au cédant le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la Société ainsi que le prix offert. Si le cédant n'accepte pas le prix qui lui est offert par les candidats acquéreurs, le prix est fixé par un expert désigné par les parties ou, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible. La gérance peut impartir aux parties un délai qui ne peut être inférieure à quinze jours, pour lui notifier le nom de l'Expert.

L'expert notifie son rapport à la Société et à chacun des Associés concernés.

Conformément à l'Article 1863-alinéa 2 du Code Civil, le cédant peut renoncer à la cession et décider de conserver ses parts.

5) Le prix de rachat est payable comptant.

6) Les frais et honoraires d'expertise sont supportés, moitié par le cédant, moitié par les cessionnaires, au prorata du nombre de parts acquises par chacun d'eux.

7) Les dispositions des paragraphes 1) à 6) ci-dessus sont applicables à tous modes de cession entre vifs à titre onéreux ou gratuit. Elles sont également applicables aux apports de parts sociales à toutes personnes morales, même par voie de fusion, scission ou autres opérations assimilées.

8) Toute réalisation forcée de parts sociales doit être notifiée, au moins un mois avant la réalisation, à la Société.

9) Dans ce délai d'un mois, les Associés, par décision collective extraordinaire, peuvent décider la dissolution anticipée de la Société ou l'acquisition des parts dans les conditions prévues aux articles 1862 et 1863 du Code Civil et aux présents statuts.

Si la vente a eu lieu, chaque Associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs Associés exercent cette faculté, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient lors de la notification de la vente forcée. Si aucun associé n'exerce la faculté de substitution, la Société peut racheter les parts en vue de leur annulation.

Le non exercice de cette faculté de substitution emporte agrément du bénéficiaire de la réalisation forcée.

10) La gérance peut encore donner son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au § 2) ci-dessus. Ce consentement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée à la condition que les dispositions du § 8) ci-dessus aient été respectées.

Nonobstant cet agrément réputé, les Associés peuvent

A.L. L.D. /
eL eL

encore exercer la faculté de substitution stipulée au § 9)- alinéa 2 et 3 ci-dessus.

11) Les notifications visées sous le présent article ont lieu par la voie d'un acte extrajudiciaire ou par envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 11. - PARTS SOCIALES - CESSIONS - CONSTATATION

La cession des parts sociales doit être constatée par acte authentique ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la Société qu'autant qu'elle lui aura été signifiée par acte extrajudiciaire ou qu'elle aura été acceptée par elle dans un acte authentique.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication conformément aux dispositions réglementaires.

Article 12. - RETRAIT ET DECES D'UN ASSOCIE

1) Sans préjudice des droits des tiers, un Associé peut se retirer totalement ou partiellement de la Société avec l'autorisation de la collectivité des Associés, donnée par décision extraordinaire. La demande de retrait doit être notifiée à la Société et à chacun des co-associés trois mois au moins à l'avance.

Le retrait peut également être autorisé par décision de justice pour justes motifs.

L'Associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur des droits concernés, fixée, à la date de clôture du dernier exercice approuvé précédant la date d'effet du retrait, soit à l'amiable, soit à défaut d'accord amiable, par un expert désigné et intervenant comme il est dit à l'Article 1843-4 du Code Civil.

La demande de retrait implique en outre offre préalable faite aux co-associés de leur céder les parts concernées par la demande, la Société n'étant tenue de racheter que celles des parts dont les co-associés n'auraient pas proposé le rachat. Le prix est fixé directement à l'amiable entre la Société et le retrayant sauf, en cas de désaccord, à recourir à l'expertise comme dit à l'alinéa qui précède. Les Associés notifient leur proposition d'achat à la Société dans les trente jours de la notification à eux faite du retrait. La gérance opère la répartition en proportion du nombre de parts dont chaque demandeur était titulaire lors de la notification du retrait à la Société et dans la limite de la demande. Le surplus des parts non attribuées est racheté, s'il y a lieu, par la Société ainsi qu'il est dit ci-dessus.

L'autorisation de retrait accordée à un Associé oblige la Société au rachat des parts dans les conditions ci-dessus stipulées et à l'octroi des pouvoirs nécessaires à la gérance pour opérer la réduction de capital et l'annulation des parts qui s'en suivent.

Le prix est payable comptant.

Il est opéré dans les conditions ci-dessus stipulées dans

11. L. L. D.
e. ce

les cas de retrait évoqués à l'article 5 des présents statuts.

2) En cas de décès d'un Associé, la Société continue entre les Associés survivants et les ayants droit et héritiers de l'Associé décédé et, éventuellement, son conjoint commun en biens, lesquels héritiers, ayants droit et conjoint ne sont pas soumis à l'agrément des Associés survivants, même s'il s'agit de personnes morales.

Lesdits héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leurs qualités, dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire.

L'exercice des droits attachés aux parts d'intérêt de l'Associé décédé est subordonné à la production de cette justification, sans préjudice du droit pour le gérant de la Société de requérir de tout notaire, la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droits et conjoint au partage des parts dépendant de la succession de l'Associé décédé et, éventuellement, de la communauté de biens ayant existé entre cet Associé et son conjoint, les droits attachés auxdites parts seront exercés ainsi qu'il est dit sous l'article 19 des présents statuts.

Les héritiers, ayants droit et conjoint survivant seront considérés individuellement comme Associés dès qu'ils auront notifié à la Société un acte régulier de partage des parts indivises.

3) Les frais et honoraires d'expertise sont pris en charge moitié par le retrayant, moitié par les cessionnaires ou la Société, selon le cas, à proportion des parts respectivement acquises.

Les notifications visées sous le présent article sont effectuées soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

TITRE III -

(
(GERANCE)
()

Article 13. - GERANCE, DESIGNATION, DEMISSION ET REVOCATION

1) Nomination - La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, personnes physiques ou morales, désignés, pour une durée déterminée ou non, par décision extraordinaire des Associés.

NOMINATION DES CO-GERANTS

Les associés sont nommés co-gérants de ladite société

M.L. L.D.
e CL

Ils acceptent les fonctions qui viennent de leur être conférées.

Cette nomination est faite sans limitation de durée.

2) Démission - Un gérant peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision, à la condition de notifier celle-ci à chacun des Associés ainsi qu'aux autres gérants par lettre recommandée postée six mois avant la clôture de l'exercice en cours, sa décision ne prenant effet qu'à l'issue de cette clôture.

La démission n'est recevable en tout état de cause, si le gérant est unique qu'accompagnée d'une convocation de l'Assemblée des Associés en vue de la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants.

3) Révocation - Les Associés peuvent mettre fin avant terme au mandat d'un gérant, par décision collective extraordinaire.

La révocation peut également intervenir par voie de justice pour cause légitime.

Tout gérant révoqué sans motif légitime a droit à des dommages-intérêts.

La révocation d'un gérant, s'il est Associé, ne lui ouvre pas droit à retrait.

4) Si, pour quelque cause que ce soit, la Société se trouve dépourvue de gérant, tout associé, à supposer qu'il ne puisse lui-même convoquer l'Assemblée, peut demander au Président du Tribunal statuant sur requête la désignation d'un mandataire chargé de réunir les Associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

Si la Société a été dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au Tribunal de se prononcer sur la dissolution éventuelle de la Société.

5) Publicité - La nomination ou la cessation de fonctions du gérant donne lieu à publication dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Ni la Société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou dans la cessation des fonctions d'un gérant, dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

Un gérant qui a cessé ses fonctions peut exiger, par toute voie de droit, toute modification statutaire et requérir l'accomplissement de toute publicité rendue nécessaire par la cessation de fonctions.

Article 14. - GERANCE - POUVOIRS

1) Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la Société par les actes entrant dans l'objet social.

1.L L.J
CL

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Sauf à respecter les dispositions prévues au 2) du présent article, les gérants peuvent constituer hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens de la Société ou déléguer ces pouvoirs à toute personne, même par acte sous seing privé.

2) Dans les rapports entre Associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt social.

S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Les actes et opérations suivants exigent l'accord préalable de la collectivité des Associés, sans que cette limitation de pouvoirs puisse être opposable aux tiers, savoir :

- Tous emprunts de la Société avec ou sans garantie.
- Tous achats et ventes d'immeubles et de meubles incorporels.

1) Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la Société par les actes entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Sauf à respecter les dispositions prévues au 2) du présent article, les gérants peuvent constituer hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens de la Société ou déléguer ces pouvoirs à toute personne, même par acte sous seing privé.

2) Dans les rapports entre Associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt social.

S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Les actes et opérations suivants exigent l'accord préalable de la collectivité des Associés, sans que cette limitation de pouvoirs puisse être opposable aux tiers, savoir :

- Tous emprunts de la Société avec ou sans garantie.
- Tous achats et ventes d'immeubles et de meubles incorporels.

3) La signature sociale est donnée par l'apposition de la signature personnelle des gérants, de l'un ou de plusieurs d'entre eux précédée de la mention "Pour la Société "SC LAMARE" _____ le(s) gérant(s)."

4) Les gérants consacrent aux affaires sociales le temps

A.L. L.D.
u Cl

et les soins qui leur sont nécessaires.

Article 15. - GERANCE - REMUNERATION

Le ou chacun des gérants a droit à une rémunération dont toutes les modalités de fixation et de versement sont arrêtées par la collectivité des Associés statuant par décision de nature ordinaire, en accord avec l'intéressé.

Tout gérant a droit en outre au remboursement de ses frais de déplacements et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société sur présentation de toutes pièces justificatives.

Article 16.- GERANCE - RESPONSABILITE

1) Chaque gérant est responsable individuellement envers la Société et envers les tiers, soit des infractions aux Lois et Règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes fautes, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des Associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le Tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

2) Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

TITRE IV -

(
(INFORMATION DES ASSOCIES - DECISIONS COLLECTIVES)
(

Article 17.- DROIT DE COMMUNICATION ET QUESTIONS ECRITES

Tout Associé a le droit d'obtenir communication des livres et des documents sociaux au Siège Social. Il a le droit également d'obtenir communication des documents comptables comme indiqué à l'Article 21 ci-après.

A tout moment, un Associé peut poser des questions écrites à la gérance sur la gestion sociale, auxquelles il doit être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

M.L. L.D.
CL

Article 18.- DECISIONS COLLECTIVES, NATURE - MAJORITE

- Nature des décisions :

Les décisions collectives des Associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet une modification des Statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

- Décisions ordinaires

1) Les décisions ordinaires ont notamment pour objet de donner, le cas échéant, à la gérance les autorisations nécessaires pour accomplir les actes excédant les pouvoirs qui lui ont été conférés par les présents statuts, d'approuver, redresser ou rejeter les comptes, décider toute affectation ou répartition des bénéfices et, d'une manière générale, de se prononcer sur toutes les questions qui n'emportent pas modification aux statuts.

2) Les décisions ordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des Associés représentant plus de la moitié du capital social.

- Décisions extraordinaires :

1) Les Associés peuvent, au moyen des décisions extraordinaires, modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et, notamment, décider, sans que l'énumération ci-après ait un caractère limitatif :

La transformation de la Société en Société de toute autre forme.

La modification de l'objet social, sous réserve que cet objet demeure civil.

La réduction de la durée de la Société ou sa prorogation.

La modification de la dénomination sociale.

Le transfert du Siège Social, sauf ce qui est indiqué à l'article 4 ci-dessus.

L'augmentation ou la réduction du capital social.

La fusion ou la scission totale ou partielle de la Société avec une ou plusieurs Sociétés constituées ou à constituer, sous réserve que ces Sociétés aient un objet civil.

La modification du nombre du taux et des conditions de transmission des parts.

La modification du mode d'administration de la Société et des pouvoirs du ou des gérants.

La modification du mode de consultation des Associés.

La modification de la durée de l'exercice social, de la répartition et de l'affectation des bénéfices sociaux.

La dissolution anticipée de la Société.

La modification du mode de liquidation.

La nomination et la révocation de tout gérant ou liquidateur.

1. L. L.)
e CL

2) Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Toutefois, toute mesure emportant changement de la nationalité de la Société ou changement de l'objet social ou encore augmentant la responsabilité des Associés à l'égard des tiers doit être prise à l'unanimité.

Il en est de même de toute décision de fusion ou de scission.

Article 19.- DECISIONS COLLECTIVES, MODALITES

- Epoque des consultations :

Les Associés doivent prendre une décision collective au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture d'un exercice social, pour approuver les comptes de cet exercice.

Ils peuvent, en outre, prendre d'autres décisions collectives à toute époque de l'année.

- Mode de consultation :

1) Les décisions collectives résultent de votes formulés par écrit ou émis en Assemblée Générale.

Elles sont prises à la demande de la gérance ou de plusieurs Associés représentant plus de la moitié du capital social, à défaut par la gérance de consulter les Associés trente jours après une mise en demeure par lettre recommandée.

2) Les décisions collectives peuvent résulter d'un vote formulé par écrit ; dans ce cas, le texte des résolutions proposées est adressé par la gérance, le ou les associés procédant à la consultation, au dernier domicile connu de chacun des Associés, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il est complété par tous renseignements et explications utiles et notamment, s'il s'agit d'approuver les comptes d'un exercice, par la copie du rapport de la gérance sur la marche des affaires sociales, par le bilan et le compte de profits et pertes certifiés exacts et véritables par la gérance.

La gérance est tenue de faire figurer, parmi les résolutions, celles proposées, avant l'envoi des lettres par un ou plusieurs Associés, quelle que soit la portion du capital qu'ils représentent.

Les Associés doivent, dans un délai de quinze jours francs, à compter de l'envoi de la lettre recommandée, adresser à la gérance leur acceptation ou leur refus par pli recommandé avec accusé de réception.

Lorsque les Associés sont consultés par un groupe d'Associés, cette lettre est adressée à l'un des Associés dudit groupe.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "oui" ou

11.L LD
e CL

par "non".

Tout Associé qui n'a pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Pendant ledit délai, les Associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

3) Les décisions des Associés peuvent aussi être prises en Assemblée Générale ; dans ce cas, l'Assemblée Générale est convoquée par la gérance ou le ou les Associés procédant à la consultation.

Les convocations sont effectuées par lettre recommandée avec accusé de réception, adressé au dernier domicile connu de chaque associé.

Les lettres de convocation indiquent sommairement l'objet de la réunion.

La gérance est tenue de faire figurer à l'ordre du jour les résolutions proposées avant l'envoi des lettres de convocation par un ou plusieurs Associés, quelle que soit la portion du capital qu'ils représentent.

Le délai de convocation est de quinze jours francs.

L'Assemblée peut aussi se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les Associés sont présents ou représentés.

L'Assemblée Générale se réunit au Siège Social, ou en tout autre endroit de la ville où se trouve fixé le Siège Social.

Elle est présidée par le gérant le plus âgé ou l'un des Associés procédant à la consultation.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux Associés représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de parts et, sur leur refus, par ceux qui viennent après jusqu'à acceptation.

Le bureau désigne un secrétaire choisi ou non parmi les Associés.

Il peut être établi une feuille de présence indiquant les nom et domicile des Associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre des parts possédées par chaque Associé.

Cette feuille est émargée par les Membres de l'Assemblée en entrant en séance, puis certifiée exacte par le bureau et reste déposée au Siège Social.

Il ne peut être mis en délibération que les questions portées à l'ordre du jour.

4) Lorsque les décisions des Associés sont ou doivent être prises à l'unanimité, elles peuvent aussi être constatées dans un acte notarié, ou sous seing privé, signé de tous les Associés ou de leurs mandataires.

- Vote :

Tout Associé peut participer au vote des décisions collectives, ordinaires ou extraordinaires, quel que soit le nombre des parts lui appartenant.

Chaque Associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède, sans limitation.

A.L

L.D

u

CL

Le droit de vote par correspondance doit être exercé personnellement ; le droit de vote des décisions prises en Assemblée Générale ou constatées par un acte ne peut être exercé par un mandataire que si ce mandataire est muni d'un pouvoir spécial qu'il soit Associé ou non.

Les représentants légaux d'Associés juridiquement incapables peuvent participer au vote.

Les copropriétaires d'une part indivise sont représentés par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires, leurs conjoints ou les co-associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent des indivisaires. La gérance peut enjoindre aux indivisaires de procéder ou faire procéder à la désignation dans les trente jours. A défaut, la gérance provoque elle-même la désignation du mandataire commun.

Si une part est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient au nu propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'approbation du rapport d'ensemble des gérants sur les comptes, l'affectation et la répartition des résultats, auxquels cas, il est réservé à l'usufruitier.

- Procès verbaux :

Les décisions collectives, lorsqu'elles ne font pas l'objet d'un acte signé de tous les Associés ou de leurs mandataires sont constatées par des procès verbaux rédigés sur un registre spécial.

Lorsque les Associés sont consultés par correspondance, le procès verbal est signé par la gérance ou le ou les Associés procédant à la consultation.

Lorsque la décision est prise en Assemblée, le procès verbal est signé par les membres du bureau de cette Assemblée.

En cas de consultation par un groupe d'Associés, et à défaut de présentation du registre par la gérance, le procès verbal est établi sur feuilles séparées et notifié à la Société.

Les copies ou extraits des décisions à produire en justice ou ailleurs sont signés par la gérance.

Après la dissolution de la Société et pendant la période de liquidation, ces copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

- Effet des décisions

Les décisions collectives régulièrement prises obligent tous les Associés, même absents, dissidents ou incapables.

M.L. L.D.
E. CL

TITRE V -

(
(ANNEE SOCIALE - COMPTES SOCIAUX)
()

Article 20.- EXERCICE SOCIAL

Chaque année sociale commence le premier juillet et finit le trente juin

Exceptionnellement le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation au Registre du Commerce jusqu'au 30 juin 2000.

En outre, s'il y a lieu, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 21.- BENEFICES, COMPTES SOCIAUX, APPROBATION

A la clôture de chaque exercice, il est établi un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la Société, un compte de profits et pertes, et un bilan.

Le rapport de la gérance sur l'activité de la Société pendant cet exercice, ainsi que le bilan et le compte de profits et pertes dudit exercice, sont mis à la disposition des Associés, quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle si ces comptes sont approuvés en Assemblée.

La copie des mêmes pièces est envoyée aux Associés lorsque les comptes sont approuvés par correspondance.

S'ils sont approuvés en Assemblée Générale, tout Associé peut demander la délivrance desdites copies, au Siège Social, dès l'envoi des lettres de convocation de cette Assemblée.

En outre, tout Associé peut, à tout moment, requérir la délivrance, à ses frais, d'une copie des Statuts mis à jour et la copie du procès-verbal constatant toute décision collective.

Article 22.- RESULTATS - AFFECTATION ET REPARTITION

1) Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux, des charges sociales ainsi que de tous amortissements de l'actif social et de toutes provisions pour risques.

2) Ces bénéfices, après prélèvement de toute somme que la collectivité des Associés, par la décision portant approbation des comptes, déciderait de porter à un compte de réserve ou de reporter à nouveau, sont distribués entre les Associés, proportionnellement

1. L 2.7
e CC

au nombre de parts possédées par chacun d'eux, à l'époque fixée par ladite décision.

TITRE VI -

(
(LIQUIDATION)
()

Article 23.- SOCIETE EN LIQUIDATION

1) La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution à moins que celle-ci n'intervienne ensuite de fusion ou de scission.

La dissolution n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

A compter de la dissolution, la dénomination est suivie de la mention "Société en liquidation" suivie du nom du ou des liquidateurs.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

2) La Société est liquidée par le ou les gérants en exercice lors de la survenance de la dissolution, à moins que les associés ne désignent un ou plusieurs liquidateurs par décision collective extraordinaire. Les liquidateurs accomplissent leur mission jusqu'à clôture de la liquidation sous réserve de ce qui est dit au § 3) ci-après. Si le mandat de liquidateur venait à être totalement vacant et, faute par les Associés d'avoir pu procéder à la ou aux nominations nécessaires, il serait procédé à la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs par décision de justice à la demande de tout intéressé.

3) Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le Ministère Public ou tout intéressé peut saisir le Tribunal qui fait procéder à la liquidation ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

4) Le ou les liquidateurs sont révoqués par décision collective des Associés de nature extraordinaire.

5) La nomination et la révocation d'un liquidateur ne sont opposables aux tiers qu'à compter de leur publication.

Ni la Société ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou dans la révocation du liquidateur dès lors que celles-ci ont été régulièrement publiées.

6) Chaque liquidateur a droit à une rémunération qui est fixée par la décision portant nomination. Lorsque la Société est liquidée par le ou les derniers gérants en exercice, ceux-ci provoquent la décision, de nature ordinaire, nécessaire.

1. L

2. V

CL

CL

7) Les liquidateurs disposent de tous pouvoirs pour céder tous éléments d'actif, à l'amiable ou autrement, en bloc ou isolément, selon toutes conditions de règlement jugées opportunes ; ils poursuivent les affaires en cours lors de la dissolution jusqu'à leur bonne fin mais ne peuvent, sans autorisation de la collectivité des Associés, en entreprendre de nouvelles. Ils reçoivent tous règlements, donnent valable quittance, paient les dettes sociales, consentent tous arrangements, compromis, transactions et plus généralement font tout ce qui est nécessaire pour la bonne fin des opérations de liquidation.

8) Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif net subsistant ou boni est effectué entre les Associés dans la même proportion que leur participation aux bénéfices.

Il est fait application des règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'Associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Si les résultats de la liquidation font apparaître un déficit, celui-ci est supporté par les Associés dans la même proportion que le boni.

TITRE VII -

(	PERSONNALITE MORALE, ACTES ACCOMPLIS	)
(	AVANT IMMATRICULATION - PUBLICITE - FRAIS	)
(		)

Article 24.- JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN

En vue d'obtenir cette immatriculation, les associés donnent tous pouvoirs au gérant à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi.

Jusqu'à l'intervention de l'immatriculation, les relations entre associés seront régies par les dispositions de l'article 1842 du Code Civil, c'est à dire par celles des présents statuts et par les principes du droit applicables aux contrats et obligations.

Handwritten notes:
J.L.
LD
CC
A large handwritten bracket is on the right side of these notes.

Dans les deux cas, ces engagements seront réputés avoir été contractés dès l'origine par la Société.

2) Tous pouvoirs sont en outre donnés au Notaire pour remplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements et notamment pour signer tous avis à insérer dans un journal d'annonces légales.

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la Société portés en frais généraux dès la première année et, en tout cas, avant toute distribution de bénéfices.

(
(CONTESTATIONS
(

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant

$\eta.L \quad L \cdot$
 $\leq CL$

la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les Associés et la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction du Tribunal de Grande Instance du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout Associé doit faire élection de domicile dans l'arrondissement du siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement délivrées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations sont valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance au lieu du siège social.

INTERVENTION DE Monsieur et Madame LAMARE

Aux présentes sont à l'instant intervenus Monsieur Christian Albert Fernand LAMARE, et Madame Gisèle Désirée Mauricette Andrée MARIE, son épouse, demeurant ensemble à MISSY "La Résidence",

Nés savoir : Monsieur à GRENTHEVILLE, le 10 Juillet 1942 et Madame à FEUGUEROLLES le 25 Avril 1954, donateurs au profit de Madame LEGRAS ainsi qu'il est sus énoncé des actions de la société G.G.L., présentement apportées,

Lesquels déclarent donner leur accord au présent apport et renoncer expressément à l'interdiction d'aliéner stipulé dans l'acte reçu par Me DESHAYES, le 2 Juin 2000, leur profitant voulant et entendant que cette réserve soit désormais considérée comme non avenue et ne produise aucun effet.

DONT ACTE

Comprenant :

- Pages : *vingt deux*
- Renvois : *sans*
- Blanc barré : *sans*
- Ligne entière rayée nulle : *sans*
- Chiffre nul : *sans*
- Mot nul : *sans*

Et après lecture faite, les parties ont certifié exactes, chacune en ce qui la concerne, les déclarations contenues au présent acte, puis le notaire soussigné a recueilli la signature des parties et a lui-même signé.

FAIT en l'étude du notaire soussigné, les jour mois et an susdits.

M. Dominique LEGRAS

Madame Maryline LEGRAS

M. Christian LAMARE

Madame LAMARE

Pour copie certifiée conforme
Le Notaire